



DE L'ÉPISTÉMÈ DES PRATIQUES OPPOSITIONNELLES AU CAMEROUN : AU CŒUR DES CONFLITS DE RATIONALITÉS POLITIQUES

Gilbert L. Taguem Fah

Université de Ngaoundéré

Directeur du Community Research and Development Center (COREDEC)

tafagila@yahoo.fr

Résumé : Inscrite dans la perspective d'une dissidence épistémologique et d'une innovation heuristique, la présente réflexion aborde la problématique de la complexité du champ et des pratiques oppositionnelles au Cameroun. En partant du dispositif historique, elle examine les facettes du conflit de rationalités politiques qui régent l'épistémè des pratiques de l'opposition. Par la suite, elle questionne les déterminants de l'opposition afin d'appréhender sa mécanique, ses acteurs, ses actants, ses adjuvants autant que la spiritualité de l'imaginaire politique qui la sous-tend et qui lui donne, au quotidien, un contenu. L'analyse conclut à une trajectoire inédite de l'opposition camerounaise, à la singularité des pesanteurs qui déterminent ses formes d'action ou ses modes d'expression, mais surtout, à la dynamique des rapports à la fois structurels et conjoncturels qui donnent du sens à son énoncé performatif. Dans cette perspective sont convoquées les formes d'ingéniosités et d'inventivités qui structurent la praxis et l'habitus de la contestation politique.

Mots clés : pratiques oppositionnelles, opposition, opposants, ordre oppositionnel.

Introduction

On a très souvent fait le procès de l'opposition, notamment celle incarnée par les partis politiques. Sans dédouaner l'opposition pour ses propres turpitudes ainsi que son déficit d'inventivité, il convient de reconnaître qu'elle n'est intelligible qu'à travers les conditions et facteurs de son possible. Autrement dit, pour mieux comprendre les forces et faiblesses d'une opposition, il faut l'inscrire dans l'entrelacement des rapports des forces au sein desquelles elle se déploie sans oublier le dispositif historique qui détermine sa nature, ses actions et surtout ses pratiques. Il faut, de toutes les façons renoncer à l'étiquette d'une opposition dont l'essence serait immuable. La réalité est simplement de mieux articuler les déterminants de

l'opposition afin d'appréhender sa mécanique, ses acteurs, ses actants, ses adjuvants autant que la spiritualité de l'imaginaire politique qui la sous-tend et qui donne un contenu à ses pratiques au quotidien. Vu sous cet angle, il devient impératif de saisir la trajectoire spécifique de l'opposition camerounaise, les pesanteurs qui déterminent ses formes d'action ou ses modes d'expression, mais surtout la dynamique des rapports à la fois structurels et conjoncturels qui donne du sens à son énoncé performatif. Un tel préalable interdit tout procès simpliste et simplificateur d'une opposition dont l'imbécilité résulterait entre autres de la structure du pouvoir, des limites, des handicaps (financier, logistique, infrastructurel, mais aussi stratégique et programmatique). À tout ceci, il convient d'ajouter des questionnements anthropologiques visant à comprendre qui sont les opposants eux-mêmes car on ne saurait, de façon désincarnée, imaginer le phénomène opposition détaché des opposants.

Il est prématuré de s'inscrire dans une logique manichéenne en termes de pertes et gains, pour décréter l'« inopérabilité » de l'opposition en contexte du Cameroun postindépendance. Ce d'autant plus que la concaténation des pratiques oppositionnelles en situation coloniale a admirablement positionné le Cameroun comme un exemple d'engagement et de détermination contre la domination. Ainsi, l'opposition partisane précisément celle incarnée par l'Union des Populations du Cameroun (UPC) a fort opportunément fait l'objet de travaux certes souvent passionnés mais dans l'ensemble d'une remarquable richesse historiographique. Les travaux portant sur les formes d'opposition non partisane par contre n'ont bénéficié que d'une attention distraite. Pourtant, il apparaît clair que l'inventivité des camerounais débouche sur des formes de « désordre inventif » (Sindjoun : 1996) qui constitue des stratégies d'ingénierie politique. Autrement dit, c'est en marge et à côté de l'opposition partisane qu'il faudrait rechercher d'autres instances ou entrepreneurs politiques de la contestation. En d'autres termes, l'opposition est une affaire suffisamment sérieuse pour être abandonnée entre les mains des partis politiques dits de l'opposition d'autant plus que certains d'entre eux sont très souvent soupçonnés d'être de connivence avec le régime en place. Aussi mon positionnement épistémologique, dans le cadre de cette réflexion, appréhende-t-il la dynamique des pratiques oppositionnelles dans une optique plus complexe avec des acteurs, des actants et des adjuvants aussi nombreux que divers et qui opèrent sous diverses formes (visible et invisible). L'opposition est, en contexte du néo-patrimonialisme (Médard : 1991) et/ou prébendialisme, un phénomène holiste dont la rationalité ne peut s'opérer autrement qu'à travers une dissidence épistémologique doublée d'une féconde rupture heuristique. La présente réflexion se fonde sur ce paradigme autant qu'elle s'inscrit dans un processus éminemment culturel (de type contingent) et non naturel. Après avoir posé la question de savoir « ce que s'opposer veut dire », elle s'articulera, dans un mouvement triptyque, respectivement autour d'une tentative de ré-sémantisation opérationnelle de l'opposant, de l'analyse des ordres oppositionnels et enfin de l'examen des lignes d'action de la contestation politique.

Ce qu’opposer veut dire

J’aurais bien voulu que la définition du concept « opposition » fut claire pour tout le monde. Mais à l’évidence des faits et à l’épreuve des rapports de pouvoir fortement et profondément inscrits dans la dynamique du temps long de la structure du pouvoir et du temps court de la conjoncture politique, l’on constate une sorte d’absence de consensus de définition de l’opposition en tout cas dans un contexte camerounais où se sont à la fois sédimentées et enchevêtrées les pratiques de pouvoir. Il est heuristiquement étrié, épistémologiquement contre-productif et méthodologiquement inopérant de confiner la réflexion à la dialectique pouvoir-opposition. Une perspective phénoménologique de type inclusiviste du politique au Cameroun nous interdit formellement des approches simplistes qui font perdre sa pertinence au jeu des acteurs engagés mais surtout à la rationalité qui gouverne leurs choix, leurs prises de positions et leurs actions en contexte de clientélisme (Bayart, 1989, Médard, 2000), de prébendialisme, de politique du ventre (Bayart, 1989) et, globalement parlant du néopatrimonialisme (Médard, 1991).

On parle de pratiques oppositionnelles lorsqu’on est en face de la contestation des détenteurs du pouvoir, de la remise en cause totale ou partielle de leur gouvernance. Ce que s’opposer veut dire renvoie à l’économie des rapports entre le pouvoir et sa cible à travers les agents de l’intermédiation que sont les contestataires ou les mouvements de contestation. De façon générale, s’opposer c’est sentir, penser, agir ou parler le contraire de ce que fait le pouvoir ou ses détenteurs. S’opposer veut simplement signifier concevoir, voir, dire et penser les choses ou agir autrement que ce que fait l’ordre gouvernant. Si l’on considère la politique comme un champ, s’opposer devient une « guerre » en son sein. « Guerre » de langage, mais aussi guerre rhétorique, guerre de pensées ou guerre d’actions dont l’ancrage tombe progressivement dans le registre de l’*habitus* (Bourdieu, 2000), dès lors qu’il s’inscrit dans l’habitude « naturel », l’aptitude et la capacité à gérer les contradictions liées à un contexte spécifique lui-même résultant d’une trajectoire singulière qui débouche sur des rapports politiques particuliers. Tout ce mécanisme débouche sur la *praxis* de la contestation qui combine des éléments structurels et conjoncturels et qui se dévoile par des ingénieries propres aux peuples.

Il y a lieu de préciser que par un phénomène de dédoublement de sens ou plutôt de dérive émotionnelle, la contestation emprunte souvent le sentier de l’hostilité. Un tel cas de figure dénote d’un penchant pathologique dont le bourgeonnement terminal est la radicalisation. Parvenu à ce stade, la normalité est mise en veilleuse et on sort du champ de la contestation *stricto sensu* pour tomber dans la sphère de la violence dont la structuration est potentiellement meurtrière. Ce genre de scénario est loin du cadre étrié de cette réflexion.

Qui est opposant ?

À l’épreuve des faits, émerge entre autres, le caractère foncièrement rampant, plastique et diffus de la catégorie politique que l’on peut, faute de mieux, taxer

d'opposant. C'est dire aussi que les imaginaires oppositionnels souvent tapis/incrustés dans le subconscient de certains, n'attendent qu'une exaspération conjoncturelle ou structurelle pour donner de la voix.

Aussi, dans une perspective psychologique parlerait-on de la dimension subliminale de l'ordre oppositionnel. C'est aussi l'arène infra-conscientiel du dispositif oppositionnel dont les éléments de langage sont imperceptibles et par conséquent quasi invisibles. Dans cette posture/logique, le ressenti oppositionnel devient une sorte d'agenda subconscient dont l'expression est fonction du niveau de charge politique ou du degré victimaire du sujet atteint de pathologie politique. Au contraire de cette dynamique, une démarche psychanalytique est nécessaire à l'effet de déceler les indicateurs et indices diagnostiques de la pathologie engendrée par la contrariété entre logique rationnelle et contradiction discursive ou actantielle. Vu par une société des bien-pensants bénéficiaires des prébendes, l'opposant est ainsi considéré comme un schizophrène qui rame à contre-courant de la logique de résilience qui exige de tirer profit de la situation plutôt que de tenter une remise en cause inutile et contre-productive. On est là en présence d'une double expression de la folie. Car en effet, si les bien-pensants sus évoqués considèrent les opposants comme des fous, ils ne s'en démarquent pas eux-mêmes puisque leur rationalité trop matérialisante et temporairement limitée en fait des personnes mentalement instables du fait d'une démente dont ils sont inconsciemment captifs.

En réalité, animé par une information fléchée et hanté par une vision temporairement/temporellement limitée du fait de son ancrage dans des calculs d'intérêts à très courts termes, l'ordre gouvernant n'a qu'une perception culpabilisante de l'opposition à qui l'on attribue tous les maux de la gouvernance. Dans une logique inscrite dans le registre du « gouvernement perpétuel » (Owona Nguini & Menthong, 2018), l'ordre gouvernant développe, envers l'opposition et au-delà de toutes les forces contraires à son action ou sa rhétorique ou sa vision, une sorte de phobie qui, dans le temps le transforme en paranoïaque. Désormais, il voit et décèle l'ennemi partout. La peur change ainsi de camp et la victime d'hier se transforme en bourreau.

D'un autre côté, il y a une coupable erreur de penser que l'ordre gouvernant est un bloc homogène fondé sur un consensus de rationalité. Au contraire, c'est une sorte de conglomerats d'individus qui sont en perpétuel lutte de conservation ou de repositionnement politique. Dans une logique de segmentation interne, de rivalités et autres conflits, l'ordre gouvernant développe une intra-opposition. Le ver étant dans le fruit, il doit gérer ses propres contradictions et/autres dysfonctionnements. Dans certains cas, ces contradictions et dysfonctionnements fondent l'essence du système et lui donnent son carburant vital. À ce titre, ils sont constitutifs de l'ADN du régime qui gouverne car ils en sont à la fois le moteur et le souffle de vie. Vue sous cet angle, l'opposition est consubstantielle au fonctionnement performatif interne du pouvoir.

On a opéré une taxinomie qui a fait de certains partis politiques des partis d'opposition, soit ! Il faut cependant, dans la logique d'Hannah Arendt (1972) au sujet de l'art, invoquer le philistinisme de l'ordre gouvernant qui, dans un élan narcissique et animé par une volonté manifeste d'élévation, d'intérêts, de pouvoir et/ou de prestige, s'investit dans la sécrétion, la production et l'instrumentalisation

6 G.L. Taguem Fah

des formes opérationnelles mais réputées inoffensives d'opposition. En d'autres termes, il se trouve que certains partis dits de l'opposition sont des créations du pouvoir pour animer la vie politique et donner le sentiment d'une démocratie véritable. Si ceci est vrai pour les organisations à caractère politique structurées, ça l'est davantage pour un certain nombre d'entrepreneurs politiques ou des acteurs pouvant être considérés comme tels et qui ont pour mission, sous le label d'opposants, d'apporter un soutien partiel ou total à l'ordre gouvernant. De tous les temps, les régimes se sont toujours constitués leur propre opposition. C'est connu. Ils ont aussi quelques fois infiltré les partis pour les contrôler à défaut de les faire voler aux éclats par un dévoiement de leur orientation ou par l'annihilation progressive de leur ligne de combat. Ils se sont souvent réappropriés des acteurs ou organisations relevant de la société civile (Bayart, 1986 ; Harbison, 1996) et plus sérieusement du champ sociale (Sindjoun, 1996). On peut, à ce niveau, valablement penser qu'un désordre se crée, s'organise et s'instrumentalise (Daloz et Chabal, 1999) à l'effet de devenir un véritable objet politique non-identifié (Martin, 1989) certes mais bien plus, un gisement politique à exploiter.

En outre, en l'absence volontairement entretenue d'un véritable statut de l'opposition, il faut remarquer que l'instrumentalisation de la pauvreté, dans un régime réputé néopatrimonialiste et prébendialiste, réduit considérablement les possibilités de mise en place d'une opposition organique. Le bon usage de la pauvreté (Sassier, 1990), principalement par l'ordre gouvernant, limite l'émergence d'une opposition véritable. Une analyse de l'itinéraire de certains opposants en dit long sur cette mécanique. À l'analyse, la téléologie de leur parcours débouche sur une simple quête de pitance nécessaire dans la lutte contre le mal être matériel qui les tenaille. Il y a lieu de résister à la mort à défaut de mener une vie de pauvreté. Contre toute attente, du fait du retournement de situation dont l'histoire est si riche et dans bien des cas, l'opposant d'hier se découvre une aisance matérielle qui lui confère des strapontins et le plonge dans une sorte d'insolence ostentatoire. Et l'image que projette dans l'opinion une telle situation suscite interrogation et curiosité. Le bien-fondé d'une véritable opposition s'en trouve remise en cause face à la tyrannie de la misère qui tenaille bon nombre de concitoyens qui croupissent sous le poids d'un système de permissivité qui rend extrêmement riche moins de 3 pourcent de sa population globale. À ce niveau apparaît la problématique de la juste et équitable répartition des richesses dont regorge un pays qui a bénéficié d'une aveugle générosité de dame nature.

Il est par conséquent clair que les oppositions sont partout sauf là où on veut bien les situer.

Des ordres oppositionnels ou du dispositif de contestation

Puisons dans l'Ordre du discours de Michel Foucault qui énonce : « Je suppose que dans toute société la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité. » (Foucault, 1971). Cette formulation

décline une sorte d'illusion d'une rhétorique oppositionnelle ou plutôt d'un ordre du discours contestataire qui se déroulerait en dehors du contrôle de l'ordre gouvernant en situation autoritaire. Illusion parce que le mécanisme visant soit à surveiller et punir ou, le cas échéant, à opérer une récupération à travers la construction d'une rhétorique oppositionnelle gérable est suffisamment huilé. Certes, le contrôle ne saurait être total puisque par un dispositif parallèle de surprise planifié de façon stratégique ou improvisé par l'effet des circonstances, les acteurs de l'opposition parviennent quelques fois à surprendre l'ordre gouvernant. C'est dire que le script n'est, somme toute, pas rectiligne et que par des stratégies obliques se donnent à voir des formes de bifurcation qui s'inscrivent dans le registre de l'ingénierie d'un champ social réputé inventif (au sens du désordre inventif de Luc Sindjoun). On se trouve en face d'un paradoxe à double segment dont le premier, contrôlé (*panopticon* de Jeremy Bentham et surtout Panoptique au sens que lui confère Foucault : 1975) par l'ordre gouvernant juxtapose le second fondé sur le génie inventif des entrepreneurs de l'opposition. En d'autres termes, les ordres contestataires sont de type frontal, spectral (inaction et immobilisme), oblique, rituel, statogénétique (par ses origines, son émasculatation, les intimidations, sa logique bancaire, la brutalité de sa répression, sa rhétorique de dénigrement, etc) ou simplement inédit.

La mécanique frontale est connue car elle est ostentatoire et traduit clairement une dialectique opposition-pouvoir qui s'opère sous le mode d'affrontement réel ou verbal. Elle est facile à identifier. Par contre les autres sont de nature plus complexe du fait qu'elles peuvent s'opérer dans l'ombre.

La mécanique spectrale est celle liée à l'inaction et/ou l'immobilisme de l'opposition soit par découragement, soit par épuisement du fait de son insuccès dans le temps long, soit encore par démission/dépit. Dans une posture fantomatique, nous sommes là dans une sorte d'inopérance/attentisme latent quasi pathologique dans laquelle l'absence d'action ou simplement le silence est d'une remarquable éloquence. Sauf qu'ici on joue volontairement ou involontairement sur le temps. On veut voir les choses atteindre un degré de pourrissement tel qu'elles peuvent elles-mêmes tomber comme un fruit mûr. Ceci nous rappelle la théorie de la non-activité fonctionnelle (Taguem Fah, 2003).

Pour ce qui est de la mécanique oblique, on a un mélange stratégique de genre qui donne lieu à une sorte de combinatoire de démarches inclusives. Ici la contestation dans son itinéraire d'action et sa mécanique de déploiement, évite les extrêmes, cherche la voie médiane et jongle avec des artifices souvent contradictoires que l'on cherche à combiner. L'obliquité ici devient de la clandestinité et on emprunte aux objets non clairement identifiés.

La contestation ritualiste est celle qui s'opère sous un mode répétitif et en l'absence de la double contrainte des pesanteurs du temps et de la dynamique des stratégies des acteurs. Ici l'opposition n'a besoin ni d'ajustement ni d'innovation. Elle est mimétiquement aphone et stratégiquement puérile. Elle surfe allégrement ou plutôt naïvement sur les sentiers battus alors que la complexification des rapports sociaux en général et des rapports politiques en particulier exigent des jeux à somme non nul.

8 G.L. Taguem Fah

La forme d'opposition statodérivative est la plus pernicieuse dans la mesure où elle fait corps avec ce contre quoi elle est supposée s'opposer. Elle s'assimile étrangement à une forme de dédoublement de personnalité qui fait que la chose s'imbrique dans son double et opère dans une synergie symétrique. Dans une sorte de dialectique ascendante, le pouvoir se dédouble et s'incarne en sa propre opposition à l'effet de s'auto-conforter et/ou de déconstruire ce qu'il considère comme une opposition incontrôlable. Le schéma actanciel à ce niveau met « *side by side* » les adjuvants et les opposants au sens d'Algirdas Julien Greimas dans une relation à terme bénéfique à l'ordre gouvernant. Évidemment, un tel schéma ne saurait exclure la cumulation des rôles, notamment entre adjuvants et opposants c'est-à-dire respectivement ceux qui aident le pouvoir à atteindre ses objectifs et ceux qui simulent une contestation alors qu'en réalité, ils se livrent ou prennent part à un jeu de complicité avec l'establishment qu'ils soutiennent. Ce genre d'opposition est un élément important et très souvent symbolique (au sens du capital symbolique de Bourdieu), du dispositif organo-structurel ou techno-politique du pouvoir en place. Dans ses origines ou son déploiement, cet ordre néo-contestataire est généré par le pouvoir à qui il apporte un précieux soutien. Au-delà de la simple contradiction, ceci relève de l'ambivalence. À la réalité, l'opacité de certains entrepreneurs politiques prétendument de l'opposition donne l'impression qu'ils arborent un masque dont-il faudrait les débarrasser pour parvenir à les dévisager.

Il faut ajouter à ce chapelet, les éléments du champ artistique qui entrent dans le registre de la contestation. Le dispositif artistique est sans contexte et pour les uns une arène idéale d'énonciation de la remise en cause de l'ordre gouvernant. Pour les autres, il se caractérise par un outil d'expression du soutien ou d'accompagnement de l'action politique des détenteurs du pouvoir. Bien qu'elle soit active et manifeste, cette dernière catégorie n'entre pas dans notre schème analytique dans le cadre de cette réflexion. Généralement, certains artistes se servent de leurs créativité pour « jeter la pierre » sur un régime dont ils cherchent à dénoncer les pratiques. Leur génie créateur les pousse souvent à tomber en dissidence, à dénoncer, à interpeler le pouvoir sur des pratiques qu'ils trouvent peu conformes à l'orthodoxie des attentes par l'intérêt général. En plus de la musique (Taguem Fah, 2001, Martin, 1989, Nyamnjoh & Fokwang, 2005) de l'art théâtral, de l'humour (Taguem Fah, 2001), du graphisme de la charge ou caricature (Amina Djouldé, 2017), etc. se greffe, de plus en plus, une spiritualité politique. L'art est de plus en plus critique et nombre d'artistes ont ostensiblement pris position contre le système.

Last but not the least, les ordres contestataires sont des outils du dispositif du *agency* c'est-à-dire un engagement individuel basé sur le libre choix du sens de l'action indépendant des contraintes de toutes sortes. La démarche à ce niveau est avant tout cognitive qui combine perception individuelle, collective et déterminants environnementaux considérés comme imbriqués ou/et enchevêtrés. L'acteur de la contestation engagé dans une trajectoire du *agency* dispose d'une vision, il a des objectifs et une stratégie. Son action est fondée sur une philosophie aux fondements clairs. Elle intègre des valeurs à la fois itératives et prospectives, ce qui lui confère sa dimension performative. L'itinéraire de contestation ici relève de la captation ontologique qui fait que l'individu et l'action font corps.

Lignes d'action de la contestation politique

L'opposition prend souvent des formes implicites. Elle emprunte aussi quelques fois des créneaux infra-politiques dans une démarche essentiellement clandestine (Taguem Fah, 2001). On est de ce fait dans le vaste champ complexe des pratiques oppositionnelles qu'il importe de décrypter.

En situation postcoloniale, l'épistémologie des essais des imaginations politiques est nécessaire (Mbembe, 2000). Ici des formes d'indiscipline subsistent et intègrent « tous les bricolages conçus par les Africains pour se soustraire à l'épistémè coloniale tout en continuant d'avoir accès aux bénéfices d'usage qui en étaient le corollaire » (Mbembe, 1996). Une telle indiscipline se fonde sur l'« usage de la raison » à des fins pragmatiques qui s'apparente étrangement aux ruses, tactiques et autres initiatives culturelles ou conceptuelles, que Michel de Certeau (1980) avait précédemment mises en relief en étudiant des communautés historiquement dominées (Mangeon, 2015).

Les pratiques oppositionnelles peuvent se traduire par un désintérêt ou par indiscipline. Le désintérêt est une forme de dissidence qui se caractérise par une démission ponctuelle ou durable. Nos actes au quotidien en disent long sur notre engagement politique ou notre « escapisme » face à des pratiques que nous n'approuvons pas mais qui se situent au-dessus de nos capacités d'action. On renonce à s'inscrire sur les listes électorales, on refuse de prendre part au vote, etc... Progressivement, on s'installe dans une attitude philosophico-psychologique du refoulement voire même de l'indifférence. On se tient loin de tout ce qui perturbe notre équilibre psychique, psychologique et social. On se considère comme absent voire inexistant dans notre propre environnement. Pour ce qui est de l'indiscipline, on boude, renonce, évite, s'éloigne, méprise et devient démotivé. On avance vers des comportements violents : violence verbale, agression du regard ou atteinte physique de toute cible qui se présente. Dans ce même registre de l'indiscipline, on se livre à des actes répréhensibles en toute connaissance de cause à l'effet de prendre sa revanche face à un système considéré comme un bourreau qui fait de nombreuses victimes. En effet, certaines formes de transactions quotidiennes relèvent d'actes d'opposition dérobés qui entrent dans le registre de la clandestinité ou simplement de la filouterie politique car les citoyens mettent à rude épreuve leur génie inventif, leur ingénierie de résilience pour tenter de se dérober et développer un sentiment de « vie normale ». Dans ce même chapelet, on note les refus d'obéissance aux ordres ou injonctions des représentants de l'État. On en vient à transgresser les règles pour se donner le sentiment d'exister : on viole par exemple les feux de signalisation et on est prêt à crier sur ceux qui s'en indignent. La violence physique ci-dessus peut aller jusqu'à l'élimination physique, l'assassinat ou de simples meurtres avec ou sans préméditation: exemple de la vindicte populaire devenue quasi quotidienne dans un environnement où les citoyens ont cessé de faire confiance en la capacité des forces du maintien de l'ordre, à assurer leurs missions régaliennes. Du fait des actes perpétrés par des brebis galeuses qui en font partie, certains Camerounais n'hésitent pas à considérer l'armée comme une structure de prédation. Un simple vendeur de

10 G.L. Taguem Fah

tickets de marché, un collecteur de taxes est rapidement assimilé à un bénéficiaire du régime et traité comme tel, souvent avec la plus abjecte des violences.

Dans cette perspective, les pratiques oppositionnelles s'inscrivent résolument dans le mode de vie. Elles se transforment en une sorte de culture qui modélise les comportements, les ajustent le cas échéant. Seule une approche d'anthropologie du quotidien peut valablement rendre compte d'un tel phénomène à la complexité évidente mais dont les lignes de démarcation avec les autres phénomènes restent littéralement floues.

Les rapports entre champ social et ordre politique ont, en période de pandémie de COVID-19, décliné une forme d'expression de la contestation ou de l'opposition. On a noté un élan suicidaire de certains Camerounais qui, pour exprimer leur mécontentement ou pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme de la mauvaise gouvernance, refusaient systématiquement d'appliquer les mesures barrières édictées à la suite de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) par le gouvernement du Cameroun. Refusant d'arborer le masque facial de protection individuelle, ils ignoraient volontairement les consignes de distanciation physique. Un certain nombre s'agglutinaient dans des lieux de vente de boisson alcoolisée la nuit tombée alors même qu'une injonction des pouvoirs publics rendait obligatoire la fermeture des bars et autres lieux de vente ou de distraction dès 18h à l'effet de contenir la propagation du virus responsable de la pandémie à Coronavirus. Il y a là une sorte de désobéissance civile qui, au-delà d'une simple volonté de conserver sa liberté et ses droits, traduit une stratégie de résistance et d'opposition à l'ordre établi. Il y en a d'ailleurs qui, préféreraient être tués par la nouvelle pandémie plutôt que de se laisser lentement tuer par la misère dont ils attribuent les causes à l'ordre gouvernant (Amina Djoulde et Taguem Fah : 2021). Pour eux, ce dernier s'est considérablement éloigné de ses prérogatives régaliennes. Ainsi, les velléités suicidaires, dans ce cas, traduisent ostensiblement une réelle volonté de remettre en cause la parole gouvernementale y compris en acceptant de se laisser enterrer car ils se considèrent comme étant déjà morts. La perte de confiance entre l'ordre gouvernant et bon nombre de Camerounais a d'ailleurs systématiquement contribué au lessivage du reliquat de volonté d'obéir à l'ordre établi ainsi qu'à la remise en cause des injonctions de l'administration. On tombe ainsi dans une sorte de mythe d'endossement de la réalité de la/d'une domination qui est admise/perçue comme un facteur de résignation puisqu'un « cadavre ne saurait craindre son cercueil ».

Je convoque le sociologue Bourdieu dans son concept *illusio* pour mieux examiner une des dimensions majeures de la *praxis* oppositionnelle en contexte camerounais. Je me permets de constater que contrairement aux notions de « champ », d'« *habitus* » et de « violence symbolique », *illusio* a, pendant un certain temps, été victime de censure par son auteur d'abord et par la suite à travers une épistémologie étriquée fondée sur une discrimination notionnelle. Pourtant, le concept ne manque ni d'intérêt ni de pertinence en tout cas par rapport à l'examen du dispositif politique qui nous intéresse. Cette réflexion est sans doute aussi une contribution au processus de réhabilitation d'un concept d'une remarquable pertinence épistémologique. L'*illusio* n'est rien d'autre « que ce rapport enchanté à un jeu qui est le produit d'un rapport de complicité ontologique entre les structures

mentales et les structures objectives de l'espace social» (Bourdieu,1994), c'est-à-dire entre un ensemble de schèmes mentaux (*habitus*) et des régularités caractéristiques d'un espace social autonome (champ) qui conduit ceux qui possèdent la maîtrise pratique de cet univers à anticiper de façon correcte les évolutions du jeu (Costey, 2005). Dans cette perspective, le dispositif de contestation politique est « ailleurs », non pas au sens de Sindjoun dans « l'État ailleurs », mais du fait de la combinatoire des schèmes qui le caractérisent et qui lui donnent à la fois son signifiant et son signifié.

Je note l'émergence d'espaces nouveaux d'expression de la contestation politique. Je nomme les réseaux sociaux qui sont progressivement devenus des arènes de remise en cause des actions, de la rhétorique et de la gouvernance par l'ordre gouvernant. Malgré de nombreuses mesures soutenues par une batterie de lois ayant pour but de lutter contre la cyber-politique et autres dérives sur la toile, il est de plus en plus admis que l'espace numérique constitue le champ de contestation le plus actif et probablement celui qui est devenu déclencheur des réactions de l'autorité publique. En de nombreuses circonstances, ce sont les réseaux sociaux qui ont donné l'alerte ou suscité une réaction du gouvernement par des révélations, des dénonciations ou simplement des actions de choc. En plus d'être le terroir de mise en scène de la non vie, l'espace numérique est progressivement devenu, tout compte fait, la véritable locomotive de l'action publique. Les faits relevant du domaine de l'humanitaire et des droits humains dont le potentiel d'émotion et/ou d'indignation est énorme, s'inscrivent dans ce registre. Une telle dynamique qui bouscule les *habitus* politiques et remet en cause la *praxis* classique titille l'orthodoxie tout en inaugurant une ère nouvelle de déploiement du champ politique. C'est véritablement sur la toile que s'énonce, s'articule et se décline la plus redoutable contestation politique de notre temps. C'est aussi sur l'espace numérique qu'il faudrait aller identifier et analyser les formes d'opposition dont les actions comptent en termes d'impact réel ou symbolique sur la gouvernance.

Je nomme aussi ce qu'il convient faute de mieux de qualifier de terroirs a-éthique comme la rue de la joie (Ndjio : 2005), les espaces clos, les bars et autres lieux de contrôle social. Dans ces espaces en général, les règles éthiques sont allègrement enfreintes, dans le but d'exprimer la colère ou de défier l'autorité publique. La défiance ici devient un mode politique alternatif ou une forme clandestine d'expression du politique. On n'est pas éloigné des Objets Politiques Non identifiés de Denis-Constant Martin (1989). On s'offre une joie instantanée pour ponctuellement échapper à la victimisation qui transforme la citoyenneté en « cible » d'un « commandement » considéré par certains comme otage d'une pathologie de type obsessionnel par et pour le pouvoir.

Conclusion

Évidemment, cette réflexion s'achève sous une note programmatique et non conclusive. Elle postule a posteriori que l'opposition est plus complexe qu'elle ne paraît. Elle énonce que bien qu'il existe des acteurs pouvant faire l'objet de traçabilité, le champ oppositionnel est touffu d'entrepreneurs qui opèrent dans la

clandestinité et se livrent à une sorte d'infra-contestation certes moins spectaculaire mais d'une incontestable opérationnalité politique. Elle achève en indiquant que la pluralité des espaces et autres dispositifs de la contestation décline des formes d'ingéniosités et d'inventivités politiques qu'il faudrait prendre en considération dans l'analyse du champ social en général et des rapports de pouvoir en particulier. En définitive, la contestation politique devient un phénomène totalisant qui s'opère de façon à la fois centrifuge et centripète tout en reproduisant le processus de sédimentation et d'enchevêtrement des pratiques politiques en postcolonie (au sens de Mbembe). On en arrive à une *praxis* et *habitus* de la contestation comme mode alternatif de participation politique. En ce sens, la contestation se présente canoniquement et sur le plan téléologique comme une sorte d'univers d'actions autorégulatrices, intersubjectives et de projection dans le champ complexe des possibles politiques.

Bibliographie sélective

- Amina Djouldé, C., 2017, «Caricature et politique au Cameroun post-colonial (1960-2012) », Thèse de Doctorat, Université de Ngaoundéré.
- Amina Djouldé, C. et Taguem Fah G.L., 2021, « Chronicles of Cameroon's Multidimensional Crisis during the COVID-19 Pandemic », *Accord*. See link : <https://www.accord.org.za/analysis/chronicles-of-camerouns-multidimensional-crisis-during-the-covid-19-pandemic/>
- Bayart, J.-F., 1986, «Civil Society in Africa», in Chabal P. (Ed.), *Political Domination in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Bayart, J.-F., 1989, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.
- Bourdieu, P., 1971, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.
- _____, 1994, « Un acte désintéressé est-il possible ? », *Raisons pratiques*, Paris, Seuil.
- _____, 2000, *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil.
- Chabal, P. and Daloz J.-P., 1999, *Africa words: disorder as political instrument*, Bloomington, Indiana University Press.
- Costey, P., 2005, « L'illusio chez Pierre Bourdieu. Les (més) usages d'une notion et son application au cas des universitaires », *Tracés, Revue de sciences humaines*, N°8, pp. 13-27.
- De Certeau, M., 1980, *L'invention du quotidien, volume 1: arts de faire*, Paris, Gallimard.
- Foucault, M., 1975, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- Hannah Arendt, 1972, *La Crise de la culture*, Paris, Gallimard.
- Harbeson, J. W, 1996, "Civil society and political renaissance in Africa" in Harbeson J W., Rothchild D. and Chazan N. (Eds.), *Civil Society and the State in Africa*, Boulder and London, Lynne Rienner.

- Mangeon, A., 2015, « L'Afrique dans le monde, le monde depuis l'Afrique. Lectures croisées d'Achille Mbembe et de Célestin Monga », *International Journal of Francophone Studies*, vol. XVIII, n° 2-3, pp.291-310.
- Martin, D.-C., 1989, « À la quête des OPNI (objets politiques non identifiés). Comment traiter l'invention du politique ? », *Revue française de science politique*, vol.39, n°6, pp. 793-815.
- Mbembe, A., 1996, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun, 1920-1960 : histoire des usages de la raison en colonie*, Paris, Karthala.
- _____, 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
- Médard, J.-F., 1991, « L'Etat néo-patrimonial en Afrique Noire », in Médard J.-F., *État d'Afrique Noire : Formations, mécanismes et crises*, Paris, Karthala.
- _____, 2000, « Clientélisme politique et corruption », *Revue Tiers Monde*, n°161, pp.75-87.
- Ndjio, B., 2005, «Carrefour de la joie: Popular Deconstruction of the African Postcolonial Public Sphere», *Africa: Journal of the International African Institute*, Vol. 75, No. 3, pp. 265-294.
- Nyamnjoh, F. B. et Fokwang, J., 2005, « Entertaining Repression: Music and Politics in Postcolonial Cameroon», in *African Affairs*, Vol. 104, No. 415, pp. 251-274.
- Owona Nguini, M., et Menthong H-L., 2018, « 'Gouvernement perpétuel' et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », *Politique africaine*, pp.97-114.
- Taguem Fah, G.L, 2001, « Questions démocratiques, créativité artistique et modes politiques clandestins », in Taguem Fah, G., L., (ed), 2001, *Cameroun 2001 : politique, économie et santé*, Paris, L'Harmattan.
- _____, 2010, « Dealing with AFRICOM: The Political Economy of Anger and Protest», *Journal of Pan African studies*, Vol.3, No 6, pp. 81-93.
- _____, 2014, « Opposition et Parti au pouvoir : une rivalité aux racines (néo)coloniales », in F. Eboussi Boulaga, J.B. Talla (dir), *Repenser et reconstruire l'opposition camerounaise. Questions sur la quête de sens et la subjectivation politique*, Yaoundé, Terroirs, pp.181-208.
- _____, 2010, "Negotiating elitism and facing change: Dynamic Idioms of Powers and Leadership in Ngaoundere- Cameroon", Egodi Uchendu, Pat Uche Okpoko, E. Anugwom (Eds.), *Perspectives on Leadership in Africa*, Nsukka, Afro-Orbis, pp.283-311.
- Sassier, P., 1990, *Du bon usage de la pauvreté. Histoire d'un thème politique : XVIè-XXème siècle*, Paris, Fayard.

14 G.L. Taguem Fah

Sindjoun, L., 1996, « Le champ social Camerounais : Désordre inventif, mythe simplificateur et stabilité hégémonique de l'État », *Politique Africaine*, N°62, pp. 57-67.

_____, 2002, *L'État ailleurs : entre noyau dur et case vide*, Agence intergouvernementale de la Francophonie, Paris, Economica.